

Soudan du Sud : le chef de l'ONU demande au Conseil de sécurité de prendre des mesures punitives

16 décembre 2016 – Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a demandé vendredi au Conseil de sécurité d'agir de manière concertée face à la détérioration de la situation au Soudan du Sud et de prendre notamment des mesures punitives.

« Je suis de près la détérioration de la situation au Soudan du Sud », a dit M. Ban lors d'une conférence de presse pour clôturer son mandat, alors qu'il s'apprête à quitter ses fonctions le 31 décembre 2016 après dix ans à la tête de l'ONU.

« Cette semaine marque le troisième anniversaire des affrontements. Les dirigeants du pays ont trahi la confiance de leur peuple et ont gaspillé un accord de paix. Des dizaines de milliers de personnes sont mortes », a ajouté le Secrétaire général.

« Mon Conseiller spécial, Adama Dieng, a mis en garde contre le risque de génocide. Nous continuons de demander un accès pour les équipes de secours. J'exhorte le Conseil de sécurité à prendre des mesures de manière concertée, notamment des mesures punitives », a-t-il encore dit.

Mercredi, à l'occasion d'une session extraordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève consacrée à la situation au Soudan du Sud, plusieurs responsables de l'ONU ont souligné le risque d'un conflit généralisé.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a accusé toutes les parties au conflit de violations des droits de l'homme. Selon lui, toutes les conditions sont en place pour que le conflit dégénère en conflit ethnique.

Le Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide, Adam Dieng, a estimé pour sa part qu'il y avait un risque imminent et réel d'escalade de la violence entre les ethnies avec un potentiel de génocide. « Des mesures doivent être prises maintenant sans attendre pour prévenir les violences massives », a-t-il affirmé, se disant convaincu qu'il fallait un embargo sur les armes pour réduire le risque que des atrocités soient commises.

Dans un point de vue publié dans le magazine Newsweek, le Secrétaire général a rappelé que le Soudan du Sud célébrait cette année le cinquième anniversaire de son indépendance.

« Plus que quiconque, ce sont les dirigeants qui ont trahi la confiance placée en eux par un peuple pétri d'espoir au lendemain d'une guerre d'indépendance de plusieurs décennies et ont plongé le pays dans la ruine et le désarroi », a-t-il dénoncé.

« Armé d'une stratégie d'inspiration ethnique, le Président Salva Kiir a entrepris de réprimer toute contestation, de museler les médias, d'exclure des acteurs sud-soudanais majeurs du processus de paix et d'appliquer unilatéralement un accord électoral. Le conflit a maintenant gagné le pays tout entier », a-t-il ajouté. « De leur côté, par leurs agissements, des dirigeants sud-soudanais, dont Riek Machar et d'autres acteurs de l'opposition armée viennent envenimer le conflit, manipulant les ressentiments ethniques à des fins politiques ».

Selon Ban Ki-moon « il faut faire cesser les hostilités puis mettre sur les rails un processus politique véritablement ouvert à tous ».

« Si cette démarche ne peut se vérifier immédiatement, le Conseil de sécurité devrait décréter un embargo sur les armes et des sanctions ciblées pour amener les parties à changer leur fusil d'épaule et les convaincre d'emprunter le chemin de la paix », a-t-il ajouté. « Il est en outre éminemment important d'amener quiconque, membre de la plus haute hiérarchie ou simple exécutant, serait responsable de crimes inqualifiables à en répondre devant la justice ».

De son côté, le Conseil de sécurité a adopté vendredi après-midi une résolution prorogeant le mandat de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) jusqu'au 15 décembre 2017.

Dans sa résolution, le Conseil a également décidé d'accroître l'effectif global de la Mission en portant les effectifs

de police à 2.101 policiers au maximum. Le nombre de militaires reste inchangé à 17.000 éléments.